

COVID-19 – ESPAGNE-PORTUGAL

Conséquences sur le secteur Agriculture – Alimentation – Pêche

Veille du 17 avril 2020

Résumé :

La Fédération espagnole du vin qualifie de « dramatique » l'impact de la fermeture de la restauration hors domicile, que la croissance des ventes en GMS et sur internet ne compensera jamais.

A l'inverse, la crise sanitaire booste les ventes et le prix producteur de la mandarine Orri.

Impacts hétérogènes sur la filière viande bovine. Les exportations d'animaux vifs restent dynamiques.

La surproduction se confirme en volaille.

Les dispositifs d'aides financières simplifiées aux agriculteurs se mettent en place, à l'échelle nationale et dans certaines régions, tout comme les mesures visant à faciliter l'embauche de travailleurs saisonniers.

Aquaculture : baisse des ventes, hausse des densités en bassins.

Les pêcheurs espagnols réclament toujours des équipements de protection individuels et des tests sérologiques.

La moitié du secteur portugais du bois et de l'ameublement est en chômage partiel.

ESPAGNE

Circulation des marchandises et des personnes

Filières agricoles

- **Agrumes**

La crise sanitaire booste les ventes et le prix producteur de la mandarine Orri. Depuis le début de la pandémie, les agrumes, en raison de leur teneur élevée en vitamine C, ont été associés à des aliments essentiels pour améliorer ses défenses contre le Coronavirus, entraînant une augmentation remarquable de la demande de ces derniers. Cette augmentation des ventes s'est également traduite par une hausse des prix aux producteurs par rapport aux semaines antérieures, notamment de la variété protégée de mandarine « Orri » (entre 0,80 et 1,20 €/kg), traditionnellement très présente sur les marchés de gros espagnols (50% du volume vendu).

Dans la communauté de Valence, les producteurs d'agrumes demandent un achat exceptionnel de dispositif de biocontrôle par phéromones contre de la cochenille. Face aux ravages de la cochenille, le syndicat agricole *Unió de Lhauradors* a demandé au Gouvernement local la mise en place d'une procédure exceptionnelle d'achat public pour le dispositif de biocontrôle par phéromones de la cochenille, dans la mesure où les circonstances actuelles de crise sanitaire mondiale empêchent les producteurs de se le procurer par eux même. Récemment introduit, ce dispositif représente une alternative écologique à l'utilisation d'insecticides de synthèse (chlorpyrifos et méthylchlorpyrifos notamment).

- **Vins**

La croissance des ventes en GMS et sur internet ne compensera jamais les pertes liées à la fermeture de la restauration hors domicile. La Fédération espagnole du vin (FEV) qualifie de « dramatique » l'impact de la fermeture des bars, hôtels et restaurants, qui touche plus violemment l'Espagne puisqu'il s'agit de son canal de distribution privilégié, et de loin. Les ventes sur ce canal représentent en effet habituellement près de 2/3 du total en valeur et 48% en volume, la différence entre les deux étant ici fondamentale (car démontrant sa forte rentabilité, aujourd'hui perdue). Bien que les ventes en GMS aient légèrement augmenté, les prix trop bas pratiqués ne leur permettent pas de dégager des revenus suffisants. L'augmentation des ventes sur internet, si elle est évidemment toujours bonne à prendre, ne représente toutefois qu'1% du total des ventes, et ne sauvera donc pas non plus les producteurs ni à court ni à moyen terme.

Côté exportations également, les impacts se ressentent, car même si les frontières restent ouvertes, la fermeture des restaurants dans les principaux pays destinataires nuit également sérieusement au marché. Pour le cas particulier des exportations asiatiques, une reprise semble se dessiner, bien qu'elle soit ralentie par la pénurie de conteneurs et la flambée de leur prix. Plusieurs caves sont également confrontées à des défauts de paiement d'acheteurs, et des retours nombreux, qui contribuent à accroître les problèmes de trésorerie. Les demandes de chômage partiel (procédures ERTE) sont pour l'instant limitées aux caves engagées dans l'œnotourisme. Elles pourraient toutefois être amenées à se multiplier dans les prochaines semaines, si aucune mesure de soutien n'est mise en place.

- **Céréales**

La baisse récente des cours des céréales serait liée à la moindre au recul de la demande en aliments du bétail. L'Association du commerce des céréales et oléagineux d'Espagne (ACCOE) estime en effet que la baisse enregistrée ces derniers jours de la demande en produits de l'élevage se traduirait par une baisse mécanique de demande en alimentation animale, et serait donc en grande partie responsable de la baisse récente des cours des céréales. S'agissant du maïs, l'effondrement de la demande en bioéthanol suite au ralentissement global des déplacements joue également un rôle majeur. En dépit de cette baisse, les prix restent toutefois supérieurs à la moyenne des années précédentes.

- **Huile d'olive**

La consommation d'huile d'olive augmente massivement mais les prix aux producteurs sont toujours aussi bas. Le secteur de l'huile ne se redresse toujours pas après plus de deux ans de prix bas pour les producteurs. Pourtant, la consommation d'huile d'olive dans les ménages espagnols a augmenté, en moyenne, de plus de 25,5 % au cours du mois de mars (+97,7 % la première semaine de confinement, +13,6 % la deuxième semaine, +13,3 % la troisième, +1,6 % la quatrième et -1 % la cinquième), par rapport à la même période en 2019. Selon le syndicat des petits agriculteurs (UPA) de Jaén, la seule raison pour laquelle les prix d'achat de l'huile continuent d'être désastreux pour les producteurs « doit être recherchée chez les spéculateurs, qui profitent de cette situation ».

- **Nèfles**

Demande en berne, prix bas. La campagne des nèfles se déroule actuellement dans la province de Malaga (Andalousie) sans problème majeur de manque de main-d'œuvre, mais avec un marché presque à l'arrêt et des prix bas (-40 % par rapport à l'année dernière). La chute des prix place les producteurs dans une situation compliquée, en raison du coût élevé de la main-d'œuvre amenée à travailler en terrains accidentés.

- **Viande**

Impacts hétérogènes sur la filière viande bovine. Pour l'interprofession de la viande bovine (*Provacuno*), la situation de la filière est duale : si d'un côté, les ventes de viande de bœuf sont satisfaisantes ("disparition" des animaux les plus âgés, qui traduit la très forte demande), de l'autre, les ventes des animaux les plus jeunes se réduisent (-30% sur la viande de veau). En matière de morceaux également, une fracture apparaît, avec une difficulté bien plus importante à vendre les morceaux les plus chers (comme la longe et l'ailoyau) du fait de la fermeture de la restauration. Un des seuls signes positifs se situe au niveau des exportations d'animaux vifs, qui continuent à bon rythme.

- **Volailles**

Surproduction suite à l'arrêt du tourisme et de la RHD. La disparition de la demande dans les secteurs du tourisme et de l'événementiel entraînera à court terme un excédent de 20% de la production de volaille et une baisse du prix du poulet, alerte la Fédération avicole catalane. En temps normal, la restauration hors domicile contribue largement à la demande de viande de volaille, et dépend de la consommation de la « population flottante » générée par les secteurs du tourisme et de l'événementiel. Cette baisse de la demande a déjà produit un excédent pour Pâques, qui n'a pas été absorbé par la consommation des ménages, et les producteurs s'attendent à ce que la situation se détériore rapidement dans les semaines et les mois à venir. Un grand nombre d'entreprises devraient être touchées, non seulement en Catalogne mais aussi dans le reste de l'Espagne.

- **Pomme de terre**

Les professionnels de Castille-et-Léon veulent privilégier les pommes de terre de la région à celles importées de France. L'Union des paysans de Castille-et-Léon (UCCL) a exhorté les conditionneurs de la région à faire un effort et à s'engager à prendre la pomme de terre locale, qui reste invendue, avant d'acheter la pomme de terre française : "Fournir un débouché pour la production de pommes de terre castillans-léonais". L'organisation souligne dans un communiqué de presse que l'industrie agroalimentaire reçoit "une aide substantielle du gouvernement régional, et que le moment est venu pour elle de montrer son engagement envers les agriculteurs de Castille-et-Léon". Les producteurs conservent leurs pommes de terre dans un très bon état jusqu'à cette époque de l'année pour normalement les vendre directement à l'hôtellerie et à la restauration, un marché qui opte pour une pomme de terre de qualité supérieure à la pomme de terre lavée qui vient de France. Il ne faudra malheureusement pas compter sur ce secteur cette année.

Nouvelles mesures spécifiques au secteur agricole et agroalimentaire

Acompte PAC2020 : l'Espagne demande un taux de 85%. Le Ministre Luis Planas a annoncé avoir demandé à la Commission européenne à ce que le pourcentage de l'acompte payé en octobre sur les paiements de la campagne PAC2020 soit porté à hauteur de 85% (contre 70% en temps normal).

Le Ministre Luis Planas réagit aux critiques sur le dégrèvement de l'impôt sur le revenu (modules IRPF). Plusieurs syndicats et collectivités locales dénoncent depuis quelques jours les niveaux de rentabilité retenus pour le calcul de la base imposable qui, du fait de leur forte variabilité, induiraient une concurrence déloyale entre les territoires. Si le Ministre a reconnu qu'il n'y avait "pas de systèmes parfaits", il a toutefois souligné l'avantage que confèrent ces abattements fiscaux, et a également rappelé que la publication de ces niveaux d'abattements faisaient de toute façon chaque année débat, Covid-19 ou pas. Un débat qu'il juge cependant "légitime" et dit respecter, vue l'ampleur des enjeux. Le Gouvernement local d'Andalousie a d'ailleurs transmis au ministère le 15 avril son souhait de voir certains niveaux réduits, en particulier pour l'apiculture et la culture de l'olive, pour lesquelles elle demande un niveau de rentabilité considéré comme nul (synonyme d'une imposition à taux zéro).

Aides financières aux éleveurs ovins et caprins. Une nouvelle version du décret, rédigée sur la base des différents retours des syndicats et collectivités locales, a été transmise aux Communautés autonomes le 16 avril. Les conditions d'éligibilité et de perception des aides ont été simplifiées. Ainsi, au lieu d'une subvention par tête de bétail non vendu, l'aide se basera sur la taille de cheptel déjà retenue pour le calcul habituel des aides PAC (en utilisant un "ratio théorique" permettant d'avoir une approximation fidèle du nombre d'agneaux/chevreaux ayant connu des difficultés de commercialisation). Le versement se fera en même temps que celui des avances des aides PAC 2020, soit en octobre cette année, afin d'éviter toute formalité supplémentaire pour les éleveurs. Enfin, cette aide d'urgence ne concernera finalement que les exploitations de production et/ou de reproduction, et non tous les acteurs de la filière. Le montant total alloué s'élève à 10 M€, que les Communautés autonomes seront libres de compléter si elles le souhaitent.

Aide forfaitaire de 300 € pour les agriculteurs andalous. Le Gouvernement régional d'Andalousie a débloqué un budget de 50 M€ pour l'aide forfaitaire unique de 300 € en faveur des agriculteurs les plus impactés par la crise, qui sera versée à partir du 17 avril et jusqu'à 15 jours après la fin de l'état d'alerte. Les éleveurs, producteurs de fruits et légumes et horticulteurs sont éligibles au dispositif.

Des conditions s'appliquent toutefois, avec notamment des limites de revenu imposable pour 2018 (inférieurs ou égaux à 39 900 €) et la nécessité de ne pas avoir sollicité la prestation pour cessation d'activité déjà mise en place à l'échelle nationale (chômage partiel).

Utilisation du bioéthanol pour la fabrication de gel hydroalcoolique. Autorisée depuis le 4 avril dernier, l'utilisation du bioéthanol pour la fabrication de gel hydroalcoolique a été précisée dans ses modalités par le ministère en charge de la santé. Cette résolution, publiée le 11 avril, fixe notamment les procédés et les quantités de méthanol, d'acétaldéhyde, de benzène et d'autres impuretés que doit (ou ne doit pas) contenir le bioéthanol pour pouvoir être utilisé.

Syndicats et partis politiques demandent au Gouvernement d'accélérer la mise en place des mesures d'urgence annoncées :

- Le parti Ciudadanos regrette le fait qu'un grand nombre des mesures d'urgences annoncées pour venir en aide aux secteurs les plus touchés (producteurs de fleurs et de plantes ornementales, pêcheurs, éleveurs, etc.) n'aient toujours pas été mises en place, voire même pour certaines, toujours pas précisées dans leurs modalités.
- Le syndicat des jeunes agriculteurs (Asaja) réclame davantage de mesures à destination des éleveurs (en particulier pour certaines sous-filières telles que cochon de lait, porc ibérique, morceaux de bœuf hauts de gamme, viande de chevreau et d'agneau, laits de brebis, de chèvre et de vache, etc.), face au "risque d'effondrement total de l'élevage espagnol".

Distribution

Les stations-service des coopératives mises en avant pour leur rôle de garantie d'approvisionnement de la population en carburant. Les 700 stations-service des coopératives agroalimentaires réparties dans tout le pays restent ouvertes 24 heures sur 24, pour garantir l'approvisionnement en carburant de la population et de tous ceux qui restent actifs pendant l'état d'alerte. La Fédération des coopératives agro-alimentaire d'Espagne indique donc qu'en dépit des critiques formulées l'an dernier, ce contexte de pandémie démontre le caractère essentiel de ces stations-service pour assurer l'approvisionnement.

Livreurs Glovo en colère. Des dizaines de livreurs ont protesté à Madrid contre la réduction de près de 50 % de leur tarif de base, qui a été ramené de 2,50 à 1,20 euros par livraison, un changement dont les responsables de la plateforme de distribution ont assuré qu'il ne réduirait pas leurs revenus. La société le justifie par la modification de la structure de paiement qui réduit le tarif fixe et augmente le tarif variable en fonction de la distance parcourue.

L'industrie de l'équipement hôtelier prévoit une baisse de 36% de son chiffre d'affaires annuel. La déclaration de l'état d'alerte en Espagne et la fermeture consécutive d'établissements de restauration et d'hôtellerie a provoqué une forte baisse de la demande pour l'industrie de l'équipement hôtelier. Un rapport élaboré par la Fédération espagnole des associations de fabricants de machines pour l'hôtellerie, la restauration et les industries connexes (FELAC) estime que la demande des entreprises appartenant à ce groupe a diminué en moyenne de 74% entre le 14 et le 31 mars. Ce chiffre moyen atteindrait 90 % si l'on ne comptait que les entreprises qui ne vendent qu'à l'industrie hôtelière et de la restauration, car au sein de la FELAC, il y a des fabricants d'équipements destinés au segment des collectivités, hôpitaux, supermarchés, industrie alimentaire, qui continuent à approvisionner ces secteurs.

Le grignotage à domicile augmente de 50% : quand le confinement déplace la consommation de l'extérieur vers le domicile. Au fur et à mesure que les journées passées à la maison augmentent, de nouveaux modes de consommation apparaissent. Ainsi, le déplacement de la consommation de l'extérieur vers le domicile se traduit par des changements d'habitudes très marqués. C'est le cas du grignotage à domicile, qui a augmenté de 50% depuis le début du confinement, suivi du déjeuner, du dîner et, dans une moindre mesure, du petit déjeuner (qui était souvent déjà pris à la maison). Ces changements aboutissent à une augmentation de 22% du nombre d'occasions de consommation au domicile.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Embauche de saisonniers agricoles : extension possible du dispositif jusqu'à septembre 2020. Luis Planas a indiqué que si les circonstances l'exigeaient, une extension de validité des mesures de flexibilisation de recrutement des travailleurs saisonniers agricoles (introduite par le décret-loi royal 13/2020 du 7 avril) pourrait être envisagée jusqu'à septembre 2020. Les mesures sont pour l'instant en application jusqu'au 30 juin. Il a par ailleurs rappelé l'importance du critère de proximité, mais accueille favorablement les initiatives visant à mettre en place des autobus pour transporter les travailleurs sur place, "à condition qu'elle respecte les consignes de sécurité édictées" (notamment en matière de capacité maximale d'occupation).

Embauche de saisonniers agricoles : mise en place d'une commission de suivi du dispositif en Andalousie. La délégation du Gouvernement central en Andalousie (organisme déconcentré) vient de mettre en place une commission associant des représentants de l'administration centrale et de l'administration de la communauté autonome d'Andalousie, des services de l'emploi d'Andalousie (SAE) et étatiques (SEPE), de la Police espagnole et des syndicats (agricoles et généralistes). Elle effectuera un suivi régulier de l'évolution des recrutements, et identifiera les potentiels freins et problèmes d'application des mesures afin de les faire remonter aux autorités compétentes.

Embauche de saisonniers agricoles : le dispositif du Gouvernement sous le feu des critiques. Plusieurs voix s'élèvent contre les mesures gouvernementales visant à favoriser l'embauche de saisonniers agricoles, considérées comme « illogiques » et « empreintes d'idéologie », car elles interdisent les déplacements de travailleurs du sud vers le nord (depuis l'étranger et même à l'intérieur de l'Espagne), alors que c'est sur ces déplacements que repose le système de récolte depuis des années. Ces détracteurs regrettent également que les personnes en chômage partiel ne puissent pas se porter candidates et cumuler leur allocation avec une rémunération agricole.

En Castille-la-manche, les syndicats demandent la création d'un salaire spécifique pour les travailleurs agricoles. Les représentants locaux des syndicats UGT et CC.OO ont sollicité le Gouvernement régional, afin que celui-ci mette à jour les tables salariales, renforce les contrôles (pour assurer qu'aucun salaire perçu par les travailleurs agricoles ne soit en dessous du salaire minimum), et instaure un salaire spécifiquement dédié aux travailleurs agricoles engagés dans cette campagne particulière. Ils demandent également d'évaluer la possible réquisition des autobus scolaires et hôtels inutilisés pour le transport et le logement des travailleurs, et soulignent la nécessité de renforcer les services sociaux et médicaux des régions concernées, en réponse à l'afflux de population à prévoir.

Actions de solidarité

Le chef Jesús Sánchez fait don de sa veste de cuisinier étoilé pour soutenir la Croix-Rouge. Le chef Jesús Sánchez, du restaurant cantabrique Cenador de Amós, a fait don de sa veste trois étoiles Michelin pour l'initiative *#JuntoSaldremos*, en soutien à la Croix-Rouge, en ces temps de pandémie. Sánchez met aux enchères l'un des plus importants souvenirs de sa carrière, qui lui a été offert lors du dernier gala Michelin, où il est devenu le seul nouveau chef "Trois étoiles" en Espagne et au Portugal, et le premier en Cantabrie.

El Corte Inglés fait don de 1 000 kilos de produits à la banque alimentaire de Huelva, pour collaborer au travail que cette organisation réalise avec les différentes associations et entités sociales qui en ont le plus besoin dans cette situation de crise. Le groupe maintient depuis longtemps différentes lignes d'action avec les banques alimentaires, afin de fournir des produits de première nécessité aux personnes en difficulté.

Secteur Forêt-bois

Publication d'un guide de mesures de prévention à destination des travailleurs de l'industrie du papier-carton. Considérés comme indispensables, les travailleurs de cette filière continuent de travailler dans le cadre de l'état d'alerte du 14 mars, afin de maintenir l'approvisionnement (papiers hygiéniques, emballages, etc.). L'Association espagnole des fabricants de pâtes, papiers et cartons (ASPAPEL), associée aux syndicats (UGT-FICA et FSC-CC.OO), vient donc de publier un guide de référence, spécifique au secteur et à consulter en complément des documents plus généralistes publiés par les ministères en charge de la santé et en charge de l'industrie, afin de renforcer la protection des travailleurs.

Pêche maritime et aquaculture

Aquaculture : baisse des ventes, hausse des densités dans les bassins. La baisse de demande suite à la fermeture de la restauration hors domicile, ainsi que la hausse des coûts de production, ont contribué à faire fondre le bénéfice des exploitations aquacoles de près de 55%, selon l'Association des patrons aquaculteurs espagnols (Apromar). Baisse des ventes et augmentation des coûts de production sont d'ailleurs liés, dans la mesure où les stocks de poissons augmentent, et avec eux les coûts d'entretiens. Cette augmentation de densité, associée à celle des températures, pourrait avoir des conséquences désastreuses sur le plan sanitaire. Côté exportations, elles se poursuivent relativement normalement sur les marchés européens (France, Italie et Portugal). Elles sont en revanche sérieusement perturbées en dehors de l'espace communautaire, notamment à destination des États-Unis et du Canada. Ces perturbations à l'export lointain concerneraient également les exploitations grecques et turques.

Les professionnels de la filière demandent des équipements de protection individuels et des tests sérologiques. Face au traumatisme de la mort récente d'un poissonnier à Madrid, la Fédération des poissonniers et grossistes (Fedepesca) a sollicité les autorités compétentes (ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Ministère du Commerce et du Tourisme, et Communauté de Madrid) afin que des équipements de protections soient mis à dispositions de tous les professionnels de la filière de manière urgente. Elle indique comprendre la priorité réservée au personnel soignants, mais considère sa demande comme légitime dans la mesure où des masques sont aujourd'hui distribués dans les transports publics. Côté pêcheurs, la Fédération des armateurs (Cepesca) a demandé à ce que les équipages puissent faire l'objet de tests sérologiques, et ainsi éviter la propagation rapide une fois à bord, tout en réduisant sensiblement le niveau d'angoisse de certains marins.

La principale association des professionnels de la pêche épingle le gouvernement sur l'absence de moyens permettant de faire respecter les consignes sanitaires à bord des bateaux. Dans une lettre adressée à trois ministères (Santé, Travail et Agriculture-pêche) cette confédération (représentant notamment 95% de la pêche hauturière du pays) renouvelle ses demandes de matériel de protection pour l'ensemble de la profession et rappelle à cet effet l'arrêté adopté le 23 mars dernier par le Secrétariat général à la pêche afin d'assurer la protection des équipages à bord des navires.

Exonération des frais de mouillage dans les ports d'Andalousie. Près de 5 000 familles de pêcheurs sont concernées par cette mesure, dont la validité s'étend de la mise en place de l'état d'alerte (14 mars, avec applicabilité rétroactive) au 14 juin.

L'Espagne salue le soutien du Parlement européen aux mesures en faveur de la pêche. Le ministre espagnol de l'Agriculture et de la pêche, Luis Planas, ainsi que toutes les fédérations de pêche espagnoles se félicitent du soutien du Parlement apporté le 17 avril (671 sur les 696 votes émis) aux mesures d'aides à la filière pour amortir les effets de la crise du Covid-19 et à l'assouplissement du FEAMP.

Un requin pèlerin capturé par les pêcheurs de Huelva. Un requin pèlerin a été capturé par les pêcheurs du port d'Isla Cristina (dans la province de Huelva), un phénomène rare dans cette zone de pêche. Celui-ci a été ensuite relâché. Selon certains experts, une telle capture serait liée à la réduction drastique de l'activité humaine ces dernières semaines, ayant poussé de telles espèces (comme dans le port de Brest il y a quelques semaines) à se rapprocher de plus en plus près des côtes.

PORTUGAL

Filières agricoles

- **Fleurs**

Les producteurs de fleurs perdent plus de 2 M€ par jour. Au Portugal, le secteur représente 7,6% de la production agricole, avec une croissance moyenne annuelle de 6,3%. 70% de la facturation du secteur se concentre de mars à juin. Le président de l'association portugaise de producteurs de plantes et fleurs naturelles a indiqué que le secteur faisait face à des sévères difficultés, ayant vu ses ventes chuter de 90% et ayant perdu l'investissement réalisé pendant les mois d'hiver. Certaines sociétés ont déclaré recourir au chômage partiel, soulignant que jusqu'à présent, cette filière n'avait reçu aucune aide spécifique.

Consommation - Distribution

Les portugais ont consommé moins de fromage, de porcet, de vin et de fruits rouges pendant la première quinzaine de l'état d'urgence. Le rapport du Gouvernement sur l'état d'urgence a révélé les principales diminutions au niveau de la consommation au Portugal. Au cours de la première quinzaine d'application de l'état d'urgence (du 19 mars au 2 avril), aucune perturbation n'a été relevée dans la chaîne d'approvisionnement, la production agricole et alimentaire ayant continué de fonctionner presque normalement, à l'exception des conséquences de la fermeture de restaurants, cafés, hôtels et de la modification du comportement des consommateurs. Pendant cette période, les effets négatifs de la pandémie dans le domaine de la production et de la distribution alimentaire ont été visibles dans des domaines très spécifiques comme le fromage (notamment de chèvre et de brebis), les porcets, les fruits rouges et le vin. D'autres produits, tels que la viande de poulet, ont vu leurs prix augmenter. Les importations de céréales pour l'alimentation humaine et animale n'ont pas rencontré de contraintes particulières. Il semblerait par ailleurs qu'une partie des consommateurs délaissent les produits frais au profit des produits transformés (épicerie sèche, conserves, produits emballés), et portent une attention accrue à l'origine des produits, privilégiant les productions locales.

Mesures de gestion de la main d'œuvre

Les revenus des salariés en chômage partiel correspondant à leur travail dans l'agriculture seront exemptés d'impôt. Les étudiants en vacances sont également inclus dans cette mesure. Le ministère évalue, à ce stade, la possibilité d'embaucher des ressortissants étrangers, dans un contexte où le gouvernement et les associations du secteur agricole s'inquiètent d'une possible pénurie de main-d'œuvre.

Actions de solidarité

Le ministère de l'Agriculture lance une plateforme en ligne dans le cadre de la campagne « Nourrissez ceux qui vous nourrissent ». À la suite du lancement le 7 avril de la campagne « Nourrissez ceux qui vous nourrissent » pour promouvoir la consommation de produits locaux, le ministère de l'Agriculture a décidé de lancer une plateforme en ligne pour rapprocher les producteurs des consommateurs.

Il envisage également la possibilité d'étendre la distribution de l'offre excédentaire à certaines institutions privées de solidarité sociale, afin de diversifier les canaux d'écoulement de l'excédent alimentaire.

Secteur Forêt-bois

La moitié du secteur du bois et de l'ameublement est en chômage partiel. Sur les 50 000 emplois directs du secteur, environ 17 900 seraient touchés par cette crise. La moitié des entreprises du bois et de l'ameublement ont l'intention de recourir au chômage partiel en avril et mai, anticipant des chutes entre 20% et 40% de leur chiffre d'affaires en raison de la pandémie.